



*Ébauche – v.4*

**RÉUNION DES CONSEILS MIXTES – Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) et CDPISP**  
**22 février 2017**  
**OTTAWA, ONTARIO**

**Compte rendu de décision**

**Présents**

**COPRÉSIDENTES :**

Natasha Clarke  
Jacques Paquette

Nouvelle-Écosse – CPSSP  
EDSC/Service Canada – CPSSP

Bette-Jo Hughes  
John Messina

Colombie-Britannique – CDPISP  
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada –  
CDPISP

**MEMBRES DU  
CDPISP :**

Benoît Boivin

Québec

Mark Brisson  
Kathryn Bulko  
Robert Devries  
Chris Fisher  
Dave Heffernan  
Sean McLeish  
Rick Ouellette  
Harry Turnbull  
Tracy Wood  
Munna Zaman

Alberta  
MISA central (ville de Toronto)  
Ontario  
ASIM Ouest (Ville de Regina)  
Territoires du Nord-Ouest  
Yukon  
Nouveau-Brunswick  
ASIM Est (Ville de Windsor)  
Île-du-Prince-Édouard  
Manitoba

**Membres du CPSSP :**

Kim Andrews

Chris Bookless  
Glenn Brunetti  
Steve Burnett  
Mark Burns  
Jennifer Dawson  
Beverly Dicks  
Guy Gordon  
Michelle Herder  
Ron Hinshaw  
Rob Horwood  
Christian Laverdure

Linda Maljan  
Réa McKay  
Jacqueline Ratté Kohut  
Jackie Stankey

Anciens Combattants Canada (en remplacement  
de Elizabeth Douglas)  
Yukon  
MSDO (région de Peel)  
Ontario  
Yukon  
SCT (pour Nick Wise)  
Colombie-Britannique  
Manitoba  
MSDO (région de York) (pour Karla Hale)  
Colombie-Britannique  
Nouveau-Brunswick  
Innovation, Sciences et Développement  
économique  
Territoires du Nord-Ouest  
Services publics et Approvisionnement Canada  
Manitoba (représentant Paul Pierlot)  
Alberta

		Silvano Tocchi Rhonda Tsingos David Ward	Agence du revenu du Canada MSDO (ville de Brampton) Ontario
<b>PRÉSENTATEURS ET OBSERVATEURS CONSEILS MIXTES / CDPISP / CPSSP</b>			
Ian Bailey Deb Bergey Corinne Charette	Colombie-Britannique Région de Waterloo Innovation, Sciences et Développement économique	Robert Frelich Kevin French Sophia Howse	EDSC/Service Canada Services communs de l'Ontario Colombie-Britannique
Patrick Charette Richard Dalpé	EDSC/Service Canada Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada	Allison Little Fortin Nancy MacLellan	223 000 Institut des services axés sur les citoyens (Nouvelle-Écosse)
Bernadette De Souza Anik Dupont	Services communs de l'Ontario EDSC/Service Canada	Margo McCarthy Philip Pietersma	EDSC/Service Canada Innovation, Sciences et Développement économique
Monica Fuijkschot Nick Wise	Indigenous and Northern Affairs Canada SCT	Annette Vermaeten Rita Whittle	EDSC/Service Canada SCT
<b>Secrétariat de l'ISAC :</b>			
Dan Batista	Maria Luisa Willan	Linda Robins	Stefania Silisteanu

Poin t	SUJET/DISCUSSION	Décision/Mesure
1.	<p><b><u>Questions administratives :</u></b></p> <p>Jacques Paquette, au nom des coprésidents du CPSSP et du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public CDPISP, accueille tous les membres et observateurs à la réunion et il s'ensuit une présentation à tour de rôle.</p> <p><b><u>A) Approbation du compte rendu de décision de la réunion en personne des Conseils mixtes du 14 septembre 2016 à Victoria, C.-B. (consulter l'onglet 1A).</u></b></p> <p>Le compte rendu de décision de la réunion des Conseils mixtes du 14 septembre 2016 est adopté sans modification.</p> <p><b><u>B) Acceptation de l'ordre du jour des Conseils mixtes du 22 février 2017 (consulter l'onglet 1B).</u></b></p> <p>L'ordre du jour de la réunion des Conseils mixtes du 22 février 2017 est adopté. Il n'y a ni commentaire ni question.</p>	<p><b><u>Décision no 1 :</u></b></p> <p>Le compte rendu de décision de la réunion des Conseils mixtes du 14 septembre 2016 est adopté sans modification.</p> <p><b><u>Décision no 2 :</u></b></p> <p>L'ordre du jour de la réunion du 22 février 2017 est adopté.</p>
2.	<p><b><u>Présentation : Services partagés (consulter l'onglet 2)</u></b></p> <p>John Messina présente Kevin French, sous-ministre adjoint, Services communs de l'Ontario, ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs. Kevin French dirige une présentation sur les services partagés en collaboration avec l'Ontario (Robert Devries), le Québec (Farah Ouamara), le</p>	

	<p>Nouveau-Brunswick (Judy Ross), le Manitoba (Scott Sinclair), la Colombie-Britannique (Bette-Jo Hughes) et Services partagés Canada (Graham Barr).</p> <p>Kevin French présente un aperçu des services partagés à l'échelle du pays et de l'excellent travail des administrations municipales. Kevin French fait remarquer que la présentation mettra l'accent sur des thèmes communs à l'échelle de la communauté pancanadienne comme la gouvernance à titre d'organisation de prestation de services partagés, la maturité évolutive des modèles de prestation de services partagés, les mécanismes de financement – il existe certains points communs, mais il y a un décalage en ce qui a trait au système d'entreprise – et les plateformes et systèmes de planification des ressources de l'entreprise. Kevin French mentionne qu'il existe de nombreux points communs et intérêts communs entre les administrations en ce qui a trait aux services partagés; on constate une valeur réelle dans un groupe comme les Conseils mixtes qui se réunit en ayant une proposition claire relativement aux services partagés et à la valeur. Kevin French établit et coordonne un réseau de services partagés. Kevin French demande aux membres de communiquer avec lui s'ils souhaitent s'y joindre, s'ils ont des questions ou s'ils souhaitent discuter davantage de ce sujet. Il note également que les membres du groupe peuvent avoir une discussion plus approfondie avec les Conseils mixtes sur des possibilités de collaboration à l'avenir.</p> <p>Il n'y a aucune autre discussion générée par la présentation sur les services partagés.</p>	
3.	<p><b>GROUPE DE TRAVAIL SUR LE CADRE (<i>consulter les onglets 3A et 3B</i>)</b></p> <p>Bette-Jo Hughes remercie Natasha Clarke et Sophia Howse de leur leadership sur le travail du groupe de travail sur le Cadre et de leur collaboration auprès de l'ensemble des administrations sur les révisions du modèle logique, le rendant pertinent pour les travaux et les priorités des Conseils mixtes.</p> <p>Natasha Clarke mentionne que beaucoup de travail a été fait depuis la réunion de septembre. Le point de mire des travaux du groupe de travail sur le Cadre a été d'avoir, pour les Conseils mixtes, l'occasion de collaborer et de créer un changement significatif visant à améliorer et à faire progresser la prestation des services au Canada. Elle remercie tous les membres du groupe de travail et les membres du Conseil de leur temps et de leurs efforts afin de fournir une importante rétroaction et un soutien au groupe dans le cadre des consultations auprès des administrations. Natasha Clarke indique que le groupe de travail cherche à obtenir l'approbation des membres du modèle logique révisé ainsi qu'un consensus sur les priorités des Conseils mixtes. Elle note que les membres des Conseils auront l'occasion de voter sur les trois principales priorités au cours de cette réunion. Dès la confirmation des priorités des Conseils mixtes, le groupe de travail sur le Cadre élaborera ensuite une feuille de route (plan de travail) au cours du printemps ou de l'été et cette feuille de route sera présentée à la réunion de l'automne.</p> <p><b><u>Discussion :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Bette-Jo Hughes demande de définir l'expression « gouvernance numérique ». Natasha Clarke répond que la gouvernance numérique est la création d'organisations numériques, la façon dont le numérique est utilisé dans les administrations et la façon dont nous réalisons une analyse de rentabilité pour l'administration à l'échelle pancanadienne. Sophia Howse ajoute que la gouvernance numérique représente la façon dont nous comprenons toutes les composantes des stratégies intégrées dans « l'écosystème d'un gouvernement numérique » et la façon d'appliquer ces outils dans nos propres administrations.</li> </ul>	<p><b><u>Décision 3 :</u></b></p> <p>Les membres des Conseils mixtes approuvent le modèle logique qui a été présenté par le groupe de travail sur le Cadre.</p> <p><b><u>Décision 4 :</u></b></p> <p>Les Conseils mixtes approuvent les trois principales priorités suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Identité numérique</li> <li>2. Stratégie numérique</li> <li>3. Services axés sur le client</li> </ol> <p><b><u>Mesure à prendre no 1A :</u></b></p> <p>Le groupe de travail sur le Cadre travaillera afin de raffiner davantage le modèle logique en fonction des priorités approuvées des Conseils mixtes. Le groupe de travail sur le Cadre (GTC) fournira une mise à jour au cours d'une prochaine téléconférence ou réunion.</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Jacques Paquette fait remarquer que la gouvernance numérique et la stratégie numérique semblent être le même sujet. Natasha Clarke donne des précisions et indique qu'il est possible d'examiner la façon dont ces composantes sont regroupées sous un même chapeau, y compris les rôles et responsabilités; par exemple, si la composante de la gouvernance est absente, comment peut-on livrer les stratégies?</li> <li>• Silvano Tocchi suggère de mettre l'accent sur certaines choses pratiques; par exemple, ce à quoi ressemble la gouvernance. Il est important de ne pas perdre de vue les petites choses pratiques afin de démontrer les progrès. Natasha Clarke répond que les membres du groupe effectueront également une analyse des forces, faiblesses, possibilités, menaces des groupes ou des comités de travail des Conseils afin de déterminer ce que nous devrions conserver, ce que nous devrions adapter et afin d'avoir d'autres possibilités de mener des projets pilotes tels que l'avis de décès et le Carrefour numérique canadien. Elle est d'accord sur le fait qu'il est important de ne pas perdre de vue ce point et de créer des occasions de rassembler ces points afin de garder le cap.</li> <li>• Harry Turnbull exprime qu'il est important de garder ce travail tactique et stratégique.</li> <li>• Natasha Clarke rappelle aux membres que les travaux du groupe de travail sur le Cadre visaient à mettre l'accent sur les priorités communes des deux Conseils, les travaux qui peuvent être effectués en collaboration. Bien que certaines priorités soient des priorités communes, d'autres demeureront uniquement des priorités du CPSSP et du CDPISP. Ces travaux devraient se poursuivre, mais les travaux du groupe de travail sur le Cadre visent à confirmer et à faire progresser les priorités des Conseils mixtes et à trouver des possibilités de collaboration des Conseils mixtes. Natasha Clarke recommande aux membres du CPSSP et du CDPISP de tenir une discussion plus approfondie sur la façon dont les travaux de leur Conseil respectif peuvent appuyer les priorités et aider à faire progresser les objectifs convenus.</li> <li>• Nick Wise indique qu'il est heureux des résultats et il admet que les choses ne sont jamais terminées; il s'agit de travaux en cours. Nous devons reconnaître que nous avons évolué continuellement et nous devons modifier nos priorités, au besoin; les travaux du groupe de travail sur le Cadre (modèle logique) sont un très bon départ. Il s'agit d'un exercice sur les priorités des Conseils et sur la façon dont les Conseils mixtes peuvent fonctionner en groupe; la façon dont fonctionnent les Conseils mixtes et les raisons. Le modèle logique témoigne de notre but à titre de table pancanadienne.</li> <li>• Jacques Paquette félicite le groupe de travail sur le Cadre de la bonne qualité du travail; il reconnaît la quantité de travail accompli et la façon dont Natasha Clarke et ses collègues ont cherché à obtenir des commentaires. Il est très heureux des résultats; cependant, il note que cette conversation continuera d'évoluer au cours des deux prochaines années. Il demande aux membres s'il y a d'autres commentaires ou questions relativement à ce travail qui doivent être abordés à cette réunion.</li> <li>• Chris Bookless mentionne que le groupe de travail sur le Cadre a fait un bon travail. Il fait part de réserves concernant le domaine de la « confiance et de la sécurité »; la vie privée et la sécurité sont des paradigmes et nous ne pouvons les séparer. Le modèle logique fournit une orientation.</li> </ul> <p><b><u>Confirmation du modèle logique et des priorités des Conseils mixtes</u></b></p>	<p><b><u>Mesure à prendre no 1B :</u></b> Le groupe de travail sur le Cadre élaborera une feuille de route (plan de travail) des Conseils mixtes en fonction des priorités approuvées. Le groupe de travail sur le Cadre présentera la feuille de route aux Conseils mixtes au cours de la prochaine réunion en personne ou téléconférence.</p> <p><b><u>Mesure à prendre no 1C :</u></b> Le groupe de travail sur le Cadre collaborera avec les responsables des trois priorités principales des Conseils mixtes afin d'élaborer les travaux (portée et plan de travail) entourant chaque élément prioritaire. Le GTC effectuera un compte rendu sur ces travaux au cours d'une prochaine téléconférence ou réunion.</p> <p><b><u>Mesure à prendre no 1D :</u></b> Le groupe de travail sur le Cadre entreprendra une analyse des lacunes de tous les groupes de travail et comités des Conseils mixtes. Ces travaux permettront de déterminer les lacunes et les possibilités aux fins d'une meilleure collaboration et d'une meilleure compréhension de la façon dont chaque groupe de travail peut aider à réaliser les objectifs à court terme liés aux priorités et au modèle logique des Conseils mixtes. Le GTC doit fournir une mise à jour au cours d'une prochaine téléconférence ou réunion.</p>
--	--

<p>Bette-Jo Hughes demande l'approbation du modèle logique. Tous les membres votent en faveur de l'approbation.</p> <p>Chaque membre du CPSSP et du CDPISP a droit à trois votes (points autocollants) afin de déterminer leurs trois principales priorités. Les membres votent sur leurs trois principales priorités. Voici les résultats des trois principales priorités et les responsables déterminés :</p> <p><b>1. Identité numérique – Gestion de l'identité (32 votes) – responsables :</b> Ian Bailey, C.-B. et Jackie Stankey, Alb.</p> <p><b>2. Stratégie numérique (14 votes) – responsables :</b> Guy Gordon, Man., et Sean McLeish, Yn.</p> <p><b>3. Services axés sur le client (14 votes) – responsables :</b> Annette Vermaeten, EDSC (Service Canada) et Réa Mckay, Services publics et Approvisionnement Canada</p> <p><b><u>Discussion :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Jacques Paquette suggère de prendre du temps au cours d'une prochaine réunion en personne pour traiter certains des éléments entourant les priorités, y compris les autres éléments prioritaires qui ne font pas partie des trois principales priorités, par exemple, modernisation de la loi ou de la politique.</li> <li>Natasha Clarke souligne l'importance de mettre l'accent sur les priorités qui sont pertinentes pour les Conseils mixtes.</li> <li>Bette Jo Hughes indique que les thèmes de la gestion de l'identité et de l'identité numérique ne s'excluent pas mutuellement et qu'ils sont également liés aux Conseils individuels. Comment les priorités des Conseils mixtes sont-elles liées à chacun des Conseils? Les priorités se chevauchent-elles? Elle note que cette table a des relations avec la Table fédérale-provinciale-territoriale (FPT) des sous-ministres (SM) et ce serait une bonne occasion pour les Conseils d'obtenir un soutien de la Table des SM concernant ces travaux. Natasha Clarke indique que les Conseils doivent tenir des conversations intentionnelles et claires avec les sous-ministres.</li> </ul>	<p><b><u>Mesure à prendre no 1E :</u></b> Chaque Conseil tiendra une discussion plus approfondie sur la façon dont les travaux du CPSSP et du CDPISP peuvent appuyer les priorités et aider à faire progresser les objectifs convenus.</p> <p><b><u>Mesure à prendre no 1F :</u></b> Le groupe de travail sur le Cadre (GTC) travaillera sur les mesures à prendre en suspens des réunions précédentes comprenant l'élaboration d'un mandat des Conseils mixtes et des recommandations sur l'avenir du GTC et la responsabilité des Conseils relativement au modèle logique. Le GTC fournira une mise à jour au cours d'une prochaine téléconférence et/ou réunion.</p>
<p>4. <b><u>Table des sous-ministres FPT sur la prestation de services</u></b></p> <p>Natasha Clarke présente Leslie MacLean, sous-ministre déléguée principale d'Emploi et Développement social Canada (ESDC) et chef exploitation pour Service Canada, coprésidente fédérale de la Table FPT des SM et Joanne Monroe, sous-ministre de la Nouvelle-Écosse et directrice générale et coprésidente de la Table FPT des SM (<i>par téléconférence</i>).</p> <p>Leslie MacLean remercie les coprésidents et les membres des Conseils mixtes de leur travail visant à s'assurer que les Canadiens reçoivent de meilleurs services. Elle les remercie également pour les excellents comptes rendus que la Table des SM reçoit des Conseils à chacune de leurs réunions. Elle indique qu'il y a de nombreuses attentes à gérer et très peu d'argent disponible. La question est de déterminer la meilleure façon de regrouper nos efforts et la meilleure façon de collaborer. Comment pouvons-nous favoriser les synergies dans le travail que nous accomplissons? En ce qui a trait au travail en cours par les Conseils, elle indique qu'elle est impressionnée par les points inscrits à l'ordre du jour des réunions des Conseils mixtes et qu'elle est heureuse de constater que certains</p>	

	<p>points sont harmonisés à l'ordre du jour de la Table des SM. Elle exprime également son soutien concernant l'appel à l'action des Conseils mixtes, soit les projets pilotes liés aux travaux sur le Carrefour numérique canadien et l'avis de décès. Les projets pilotes sont une occasion importante de concevoir, de façon gérable, ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Nous possédons des réseaux solides et nous devons nous assurer que, lorsque cela est possible, nous ayons une meilleure synergie (par exemple, la colocation ou la géocartographie). Elle fait remarquer que la Table FPT des SM souhaite créer des occasions d'une meilleure collaboration et d'un meilleur partenariat afin de répondre aux appels de service des commis FPT et des secrétaires de Cabinet qui doivent être accélérés. Elle indique qu'elle et son coprésident présenteront des résultats tangibles aux commis et aux secrétaires de Cabinet en avril.</p> <p>Joanne Monroe met l'accent sur l'importance d'une collaboration en indiquant que l'on a demandé aux SM de donner suite aux travaux entre le DPI et la collectivité de prestation des services. La collaboration est très importante pour faire progresser les priorités communes et les ordres du jour communs. Elle mentionne que les travaux des Conseils mixtes aident les SM dans leur plan d'accélération. Les SM ont approuvé leur plan d'accélération à la réunion de décembre et ils souhaiteraient créer une meilleure collaboration avec les Conseils mixtes. Voici trois faits saillants de la réunion des sous-ministres de décembre : 1. Adopter une vision qui est harmonisée à celle des Conseils mixtes : « Leadership de collaboration afin d'accélérer la prestation des meilleurs services au public au Canada »; 2. Les sous-ministres sont tous d'accord sur le fait de cibler des initiatives précises : accélérer le démarrage d'entreprise, l'avis de décès aux fins d'accélération; 3. Déterminer les gains rapides en continu; par exemple, les directives sur l'introspection comportementale, l'avis de décès et le plan relatif à l'enregistrement. Elle note également que les sous-ministres sont d'accord pour soutenir diverses priorités initiatives qui s'harmonisent avec celles des Conseils mixtes. Ils utilisent également un système de « jumelage » afin que les administrations avancées puissent aider les administrations moins avancées. Ils sont également d'accord sur le fait que le président de l'organisation Municipal service delivery officials (MSDO), Glenn Brunetti, participe aux réunions de la Table des SM à titre d'observateur.</p> <p>Leslie MacLean et Joanne Monroe suggèrent qu'il y ait régulièrement une meilleure collaboration et un meilleur partenariat entre la Table des SM et les Conseils mixtes. Joanne Monroe remercie les membres des Conseils mixtes de leur travail. Leslie MacLean fait remarquer que la prochaine téléconférence des sous-ministres est prévue en mars. Leslie MacLean remercie Joanne Monroe et Natasha Clarke pour l'organisation de la réunion en personne, au mois de mai, en Nouvelle-Écosse. Des conversations en personne informelles bilatérales ou multilatérales sont prévues. Elle encourage les membres des Conseils mixtes à fournir à leurs SM les sujets suggérés pour ces conversations.</p> <p>Bette-Jo Hughes remercie Leslie MacLean et Joanne Monroe d'avoir pris le temps de fournir la mise à jour aux Conseils sur le travail de la Table FPT des SM. Elle note que les membres des Conseils mixtes continueront de travailler sur ces priorités et de faire des progrès; on pourra fournir une mise à jour à la réunion des SM en mai.</p>	
5.	<p><b><u>Gestion de l'identité</u></b></p> <p><b>A) Rapport d'étape sur le travail actuel du Sous-comité de gestion de l'identité (SCGI) (consulter l'onglet 4A)</b></p> <p>Rita Whittle et Robert Devries, coprésidents du SCGI, fournissent un rapport d'étape sur les travaux du</p>	<p><b><u>Mesure de suivi 2A :</u></b> Rita Whittle et Robert Devries fourniront un rapport d'étape sur les travaux du SCGI au cours d'une prochaine téléconférence</p>

<p>Sous-comité de gestion de l'identité. Rita Whittle indique qu'elle est heureuse de constater que la gestion de l'identité est désignée comme une priorité principale pour les Conseils mixtes au cours de la séance du groupe de travail sur le Cadre.</p> <p>Rita Whittle informe le groupe qu'elle a eu une discussion avec Ian Bailey, C.-B. et Jackie Stankey, Alb. sur la gestion de l'identité revenant aux questions de base de ce en quoi cela comporte du point de vue de la gestion de l'identité. En ce qui concerne l'admissibilité du droit au service, il serait intéressant de savoir combien (il s'agit peut-être de la composante de la recherche) seraient en mesure de traverser les frontières des administrations pour avoir un service cohérent afin de permettre à cette personne de continuer à travailler afin de veiller à ce que les produits livrables de la SCGI soient harmonisés aux besoins. Rita Whittle et Robert Devries collaboreront avec Ian Bailey et Jackie Stankey sur la priorité de l'identité numérique (liée à la mesure à prendre tirée de la discussion du groupe de travail sur le Cadre).</p> <p><b><u>Discussion :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Robert Devries indique que le Cadre de fiabilité est très important, mais également très technique. Au moyen des Conseils, créer un séjour de l'utilisateur sur la façon dont une personne utilise son identité numérique serait un résultat intéressant; ce point a été examiné par le groupe de travail sur le Cadre.</li> <li>• Corinne Charette est d'accord pour intégrer l'expérience du client dans ces travaux et pour mettre l'accent sur la notion de valeur. La question de la confiance est essentielle à la gestion de l'identité. Les solutions technologiques ou les cas d'utilisation ont une importance. Dans le cas des interactions avec les citoyens ou les entreprises, il s'agit de la confiance que nous accordons à la bonne personne qui est ce qu'elle prétend être. Chaque administration comprend-elle comment elle peut appliquer le Cadre de fiabilité? Chaque administration mène ses activités sur la gestion de l'identité au moyen de ces normes; travaille-t-elle de concert avec ces normes ou à l'encontre de ces dernières? Nous devrions être en mesure d'affirmer qu'en Colombie-Britannique ou Québec, par exemple, nous émettons une identité parce que nous avons respecté les normes ou les étapes liées à l'identité; ces normes ou étapes sont-elles fiables? Il serait très important d'avoir différents cas d'utilisation à l'échelle du pays liés à l'observation de ce Cadre de fiabilité.</li> <li>• Ian Bailey fait remarquer que des essais de cas d'utilisation ont lieu actuellement en Colombie-Britannique.</li> <li>• Sophia Howse et Bette-Jo Hughes discutent de l'intégration d'une solution qui tient compte de l'identité de la personne, par exemple, les travaux actuels sur l'avis de décès. Si ces travaux sont un échec, alors nous ne pouvons gérer l'identité au cours du cycle de vie. La bonne nouvelle est que les administrations possèdent le fondement de l'identité auquel Corinne Charrette fait référence. Cependant, comment pouvons-nous en tirer parti pour nos services et rendre ces travaux utilisables pour nos clients de façon simplifiée?</li> <li>• Harry Turnbull indique que de nombreuses administrations attendent les travaux entourant la trousse d'outils et, au moyen de la rétroaction du groupe de travail sur le Cadre, on souhaite en faire un service national d'identité plutôt que chacun travaille séparément; les plus petites administrations peuvent ne pas savoir par où commencer.</li> <li>• Robert Devries mentionne qu'il aura une discussion avec le Digital ID &amp; Authentication Council of Canada</li> </ul>	<p>ou réunion. Les coprésidents du SCGI collaboreront avec les responsables de l'identité numérique liés aux travaux du GTC.</p>
---	--

(DIACC) afin d'habiller l'identité dans un écosystème; les citoyens accèdent aux services du gouvernement à l'aide du numérique. La façon de tirer parti du numérique dans les grands gouvernements ou à l'échelle municipale est le lien provenant des travaux du Carrefour numérique canadien (CNC) et du DIACC.

## **B) Rapport d'étape sur le travail actuel du DIACC lié au Cadre de fiabilité d'identité pancanadien (consulter l'onglet 4B)**

Joni Brennan, présidente du DIACC, présente un rapport d'étape sur les travaux en cours liés au Cadre de fiabilité d'identité pancanadien et sur la collaboration continue avec le SCGI. Elle note que, depuis la dernière réunion à Victoria, il y a une augmentation du nombre de membres, ce qui démontre le lien avec le secteur public et le secteur privé sur la gestion de l'identité. Le DIACC a mis l'accent sur la prestation d composantes du Cadre de fiabilité d'identité pancanadien à l'aide d'un effort concerté solide, rassemblant le secteur public et le secteur privé en vue d'appuyer l'économie numérique. Des sociétés à l'extérieur du Canada ont fait part de leur intérêt au DIACC.

### **Discussion :**

- Corinne Charette demande des précisions sur la validation de principe de la technologie de la chaîne de blocs (technologie de registre distribué) concernant certaines parties pour lesquelles le DIACC peut apporter une aide et sur les prochaines étapes en ce qui concerne la Colombie-Britannique. Ian Bailey répond que, jusqu'à présent, cela nous donne un bon aperçu de ce que la technologie peut apporter; c'est différent lorsque l'on effectue un atelier sur l'entreprise et que l'entreprise est transformée en solution. Nous pouvons constater la valeur de ce type de technologie et son architecture complexe consiste à fournir une visibilité en temps réel aux opérations en surface. Il s'agit d'une technologie utile qui permet de régler des problèmes opérationnels. Il y a eu de très bons résultats en Colombie-Britannique. En ce qui a trait aux prochaines étapes, la Colombie-Britannique travaille toujours sur ce point. En quelques semaines, la Colombie-Britannique a créé une infrastructure de chaîne de blocs, des applications qui communiquent avec l'infrastructure de chaîne de blocs et, à partir de l'application du lecteur, nous avons une visibilité complète à l'échelle du Canada. Il s'agit d'une architecture simple et elle fournirait une grande valeur pour un propriétaire d'entreprise et pour les opérations du gouvernement.
- Corinne Charette ajoute que le défi lié à la chaîne de blocs n'est pas d'apprendre comment appliquer la technologie, mais bien qu'il n'existe aucun registre centralisé. Nous avons besoin de registres centralisés, mais ils n'existent pas.  
Ian Bailey répond que la Colombie-Britannique a appris que cette technologie pouvait être utilisée comme solution complémentaire. La Colombie-Britannique s'est attardée à résoudre les opérations commerciales à l'aide d'investissements modestes.
- Robert Devries : le CNC est un exemple de la façon dont nous communiquons les données; nous nous séparons du paradigme de l'architecture afin de nous diriger vers quelque chose de nouveau. Nous pouvons essayer certaines choses et voir comment elles s'adaptent.
- Joni Brennan indique qu'il existe toujours d'autres possibilités pour ces travaux. Le DIACC organisera un

### **Mesure à prendre no 2B :**

Joni Brennan fournira les renseignements relatifs à l'atelier du DIACC à Toronto, lorsqu'ils seront disponibles.

### **Mesure à prendre no 2C :**

Joni Brennan fournira un rapport d'étape sur le DIACC au cours d'une prochaine réunion ou téléconférence.

atelier à Toronto afin de communiquer les autres constatations. Les membres des Conseils mixtes seront invités à participer à l'atelier. Il s'agit d'un parcours visant à relier les organisations vérifiées aux personnes vérifiées dans un paysage numérique; nous devons faire preuve de prudence au moment d'utiliser la chaîne de blocs puisqu'il existe différentes normes entourant leur utilisation. Joni Brennan fournira des renseignements sur l'atelier du DIACC lorsqu'ils seront disponibles.

### **C) Présentation de l'administration sur le Programme de gestion de l'identité de l'Alberta (consulter l'onglet 4C)**

Jackie Stankey, Alberta, offre une présentation sur le Programme de gestion de l'identité de l'Alberta.

#### **Discussion :**

- Bette-Jo Hughes demande des renseignements concernant l'élément de vérification dans le cas d'un permis de conduire; comment savez-vous que la personne en ligne est la même personne qu'elle prétend être? Comment peut-on assurer un niveau élevé de vérification?  
Jackie Stankey répond que, lorsque cette vérification est effectuée en ligne, il existe des identificateurs (codes de sécurité) semblables aux cartes de crédit visant à fournir la vérification. Un envoi postal traitable est envoyé à l'adresse de cette personne afin de confirmer la résidence.
- Robert Devries note l'évolution de la solution de l'Agence du revenu du Canada (selon la présentation à l'activité d'apprentissage) où dans le passé, les personnes devaient attendre l'arrivée de cet envoi postal; ce n'est pas ce que nous souhaitons faire. Existe-t-il d'autres façons de vérifier l'identité par appel téléphonique ou d'autres façons d'atteindre cet objectif de façon plus immédiate? Le fait d'attendre le courrier n'encourage pas les personnes à utiliser le système en ligne. Jackie Stankey répond que le processus de vérification est un processus unique.
- Natasha Clarke émet un commentaire sur l'identité fédérée à l'échelle du pays. Comment pouvons-nous régir cette identité fédérée? En Nouvelle-Écosse, nous avons confiance en nos données. Comment pouvons-nous nous assurer que nous sommes sur la bonne voie?
- Rita Whittle ajoute que les normes qui sont créées comportent ces critères et que nous les utilisons. À un certain moment, nous devons aborder cet élément de la gouvernance. Le gouvernement fédéral possède ses propres normes. Nous prenons tous des risques.
- Corinne Charette mentionne que, en ce qui concerne le Cadre de fiabilité d'identité pancanadien et la validation de l'identité, nous devons avoir un écosystème de l'identité fiable. Il existe 14 administrations qui doivent régler les questions liées à l'identité. Les administrations auraient besoin de vérificateurs externes qui se présenteraient de façon périodique et effectueraient des vérifications. La notion de la gouvernance du Cadre de fiabilité est trop importante et surutilisée; nous devons penser à l'option des vérificateurs externes.
- Jacques Paquette remercie Jackie Stankey pour la présentation et il exprime sa reconnaissance au

	sous-ministre de l'Alberta, Tim Grant, pour son soutien au CNC. Il souhaite une mobilisation FPT continue sur le dossier.	
6.	<p><b>Carrefour numérique canadien – (consulter l'onglet 5)</b></p> <p><b>A) Rapport d'étape lié à l'analyse de rentabilisation du CNC, y compris les « projets pilotes FPT de la validation de principe du CNC »</b></p> <p>Robert Frelich et Arlene Williams (<i>par téléconférence</i>), coprésidents du CNC, présentent au groupe un rapport d'étape sur les travaux. Robert Frelich fait remarquer que, depuis la réunion de septembre, le CNC a continué de maintenir une vitesse de croisière avec tous les partenaires afin de peaufiner les principaux éléments de conception du CNC, y compris la progression des projets pilotes possibles avec les administrations intéressées. Des discussions productives sur des projets pilotes possibles ont déjà eu lieu avec la Nouvelle-Écosse et l'Alberta en novembre et en décembre 2016. Les deux provinces ont démontré un intérêt à poursuivre les discussions et à commencer à définir les exigences afin de faire progresser les projets pilotes. Deux propositions ont été présentées comme des projets pilotes éventuels avec la Nouvelle-Écosse. Deux autres propositions font l'objet de discussions entre l'Alberta et le Secrétariat du Conseil du Trésor. Un avis juridique a été demandé afin de savoir si les propositions s'inscrivent dans le cadre des pouvoirs juridiques actuels. On prévoit d'autres exercices de mobilisation en février et mars afin de poursuivre les discussions et de définir collectivement un cheminement essentiel. Robert Frelich indique que les travaux du CNC se poursuivront vers les prochaines étapes, tel qu'il est indiqué dans la présentation. Les responsables du CNC prévoient présenter un compte rendu à la réunion des Conseils mixtes en octobre.</p> <p><b><u>Discussion :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Corinne Charette demande si le passeport pourrait être utilisé comme type de validation. Robert Frelich répond qu'il existe différentes bases de données; nous avons des problèmes à déterminer la base de données que l'on doit utiliser. Nous devons nous assurer de mettre en place le bon processus de validation.</li> <li>Corinne Charette félicite les responsables d'EDSC, de la Nouvelle-Écosse et de l'Alberta pour la progression des travaux sur les projets pilotes. Ils font preuve d'un leadership incroyable. Elle suggère d'examiner la base de données des passeports; il pourrait s'agir d'une deuxième façon d'effectuer le processus de validation.</li> <li>Bette-Jo Hughes s'informe sur la personne qui vérifie la base de données? Le fait de savoir qui fait la contre-vérification fait-il une différence? Si une autre administration n'a pas accès à la base de données, cela résoudrait-il certains des problèmes liés à l'utilisation de la base de données?</li> <li>Natasha Clarke indique que les Conseils doivent traiter ces problèmes si nous souhaitons progresser. Arlene Williams ajoute que les projets pilotes permettront de relever les écarts et les difficultés.</li> <li>Corinne Charette mentionne que, en présumant que nous avons l'autorité, quel est le risque si une</li> </ul>	<p><b><u>Mesure à prendre no 3A :</u></b></p> <p>Le CNC fournira un rapport d'étape sur les projets pilotes FPT de la validation de principe du CNC au cours de la réunion des Conseils mixtes en octobre.</p> <p><b><u>Mesure à prendre no 3B :</u></b></p> <p>Le groupe de travail sur le Cadre et les responsables du CNC établiront une portée plus élargie des travaux liés à l'étude fédérale sur la réalisation des avantages du CNC.</p>

	<p>personne vous donne son consentement d'utiliser son numéro d'assurance sociale? Vous donnez à cette personne un meilleur service et vous acheminez la confirmation à votre province. Tous les processus comportent des risques. Jacques Paquette répond que le ministre assume le risque. Si le ministre est prêt à prendre le risque, c'est son rôle de modifier la loi. Le projet pilote est utile pour déterminer les problèmes et nous permet de mieux les comprendre.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Robert Frelich répond qu'il existe des options pour progresser, car il s'agit d'un projet pilote et non d'un programme. Ce projet pilote a définitivement besoin de mesures d'atténuation et d'une évaluation du risque et aucune activité n'est exempte de risques.</li> </ul> <p><b>B) Présentation sur l'étude fédérale sur la réalisation des avantages du CNC réalisée par PricewaterhouseCoopers (PwC)</b></p> <p>Robert Frelich donne un aperçu de l'étude fédérale sur la réalisation des avantages du CNC réalisée par PwC. L'objectif principal du rapport était de fournir à EDSC une recherche sur la réalisation des avantages et une analyse à l'appui de l'analyse de rentabilisation du Carrefour numérique canadien (CNC). Plus précisément, l'analyse de rentabilisation du CNC achevée a été examinée sous l'angle des trois piliers suivants du Cadre de réalisation des avantages : 1. Évitement des coûts directs (par exemple, les coûts qui peuvent être éliminés ou évités par les processus de transformation opérationnels à la suite de l'utilisation du CNC); 2. Évitement des coûts indirects (par exemple, les coûts qui peuvent être évités ou recouvrés en améliorant l'échange des renseignements sur les caractéristiques d'identité); 3. Améliorations globales du service (par exemple, les avantages non quantifiables).</p> <p>Robert Frelich mentionne que le CNC et l'identité numérique ont été déterminés comme étant les priorités principales des Conseils mixtes; de façon semblable aux travaux sur l'avis de décès. Il serait utile de comprendre quelle est la proposition de valeur pour les administrations. Nous devons confirmer si cette proposition est dans l'intérêt de votre administration ou si elle correspond à ses priorités. Si des personnes souhaitent assister à la présentation de l'étude fédérale sur la réalisation des avantages du CNC réalisée par PwC, elles doivent communiquer avec EDSC ou le SCT aux fins de discussions approfondies.</p> <p><b><u>Discussion :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Natasha Clarke émet le commentaire qu'il y a là une occasion de collaborer avec les coprésidents du CNC afin d'établir un parcours sur l'identité et une approche visant à établir une portée plus approfondie des travaux au moyen des travaux du groupe de travail sur le Cadre. Le groupe de travail sur le Cadre collaborera avec le CNC sur ces travaux. Jacques Paquette confirme qu'il s'agirait d'une bonne approche compte tenu du fait que le CNC est la priorité principale.</li> <li>Corinne Charette suggère de faciliter la tâche aux administrations afin qu'elles appliquent ce cadre.</li> </ul>	
7.	<p><b><u>Groupe de travail sur les avis de décès (GTAD) – (consulter l'onglet 6)</u></b></p> <p>Anik Dupont, Steve Burnett et Ron Hinshaw présentent un rapport d'étape sur les travaux du Groupe de travail sur</p>	<p><b><u>Mesure de suivi no 4 :</u></b> Le Groupe de travail sur les avis</p>

<p>les avis de décès. Le GTAD a été chargé d'aborder la façon d'améliorer la rapidité des enregistrements et des rapports sur les décès entre les administrations ainsi que la façon d'améliorer l'expérience de service des citoyens. Le GTAD cherche à obtenir l'approbation pour passer à la phase II du projet : élaborer une carte visuelle détaillée du parcours des rapports sur les décès par administration (y compris le gouvernement fédéral); compiler une liste de tous les programmes ou services qui nécessitent un certificat de décès comme preuve du décès et à quelles fins; commencer à « concevoir » une trousse de deuil.</p> <p>En ce qui a trait aux prochaines étapes, le GTAD exécutera la phase I du projet avec l'approbation du plan, il cherchera à obtenir un financement supplémentaire afin de faire progresser la phase II; il entreprendra des travaux sur la modélisation d'un parcours de rapports sur le décès du client afin de déterminer les difficultés et les enjeux rencontrés par les citoyens offrant ainsi des renseignements et une contribution en vue de poursuivre les travaux sur l'approche « Une fois suffit! » et l'élaboration d'une trousse de deuil.</p> <p><b><u>Discussion :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Claudia Ferland (observatrice invitée d'Affaires autochtones et du Nord Canada) précise qu'il s'agit d'un parcours fascinant; ces travaux ont des répercussions sur toutes les administrations. Elle suggère que le GTAD inclut les autochtones et qu'il tienne compte également de la composante culturelle.</li> <li>• Stephanie Jay-Tosh fait remarque que le service axé sur les humains est très important – la modélisation du parcours prend en considération l'expérience du client et les points principaux réels. Elle suggère que le groupe prenne certaines administrations et qu'il les utilise comme validation de principe.</li> <li>• Jacques Paquette demande quels sont les montants nécessaires par le groupe de travail pour poursuivre la phase II. Steve Burnett répond que le groupe de travail soumettra la proposition de financement au printemps ou à l'été et que le groupe cherche à obtenir environ 75 000 \$ pour la phase II.</li> <li>• Bette-Jo Hughes indique que ce serait une bonne idée d'effectuer la modélisation du parcours et d'effectuer la conception du travail afin de documenter l'expérience du client – si nous avons ces renseignements, ce pourrait être une bonne histoire afin de présenter et exprimer le problème. Bette-Jo Hughes mentionne qu'en Colombie-Britannique, un document de quatre pages a été créé afin de fournir aux citoyens des renseignements lorsqu'ils font face au décès d'un membre de leur famille. Bien que les autorités appropriées soient avisées lorsqu'une personne décède, les personnes sont toujours tenues de fournir des renseignements approfondis. On suggère de faire quelque chose afin de mieux comprendre le problème opérationnel. Elle convient que ce travail est un point de départ. Comment pouvons-nous faire un meilleur travail pour normaliser nos services et communiquer les renseignements afin d'améliorer l'expérience du service? Ces travaux peuvent être une validation de principe afin de tester tous ces éléments. Phase 1 – Le plan est un bon outil pour les citoyens. Il offre un point de départ et il indique comment nous pouvons faire un meilleur travail à l'interne. Deux colonnes de travail reliant le CNC et le Comité directeur de la gestion de l'information pourraient représenter une validation de principe sur laquelle travailler.</li> <li>• On convient que le Groupe de travail sur les avis de décès travaillera sur la définition de la portée du travail de la phase II, y compris la demande de financement aux Conseils. Le GTAD doit soumettre une demande de financement aux fins d'approbation par les membres au cours d'une prochaine téléconférence ou réunion des Conseils mixtes.</li> </ul>	<p>de décès (GTAD) travaillera sur la définition de la portée du travail de la phase II, y compris la demande de financement. Le GTAD doit soumettre la portée du travail et une demande de financement au cours d'une prochaine téléconférence ou réunion des Conseils.</p>
---	--

<p>8. <b><u>Comité de recherche des Conseils mixtes (consulter l'onglet 7)</u></b></p> <p>Guy Gordon et Richard Dalpé, coprésidents du Comité de recherche, fournissent un rapport d'étape sur leurs travaux en cours liés à la confirmation des thèmes des priorités de la recherche (<i>Accès aux services numériques, Services axés sur la clientèle, Rétroaction du client, Gouvernement numérique, Gestion de l'identité, Obstacles législatifs et Vie privée et sécurité</i>). Richard Dalpé indique que le Comité de recherche cherchait à obtenir une approbation des Conseils mixtes sur les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Élaboration d'une proposition aux fins d'un soutien à la gestion de la recherche – obtenir les services d'un entrepreneur indépendant pour une période allant jusqu'à 12 mois (d'avril 2017 à mars 2018) avec des dépenses jusqu'à 70 000 \$ pour établir et gérer un répertoire de recherche en ligne, élaborer une série de rapports mensuels (par exemple, synthèses, sommaires ou recherches récentes sur les thèmes des priorités ciblées à la haute direction) et élaborer un examen du projet au moment d'achever le contrat. Le contrat doit être administré et géré par L'Institut des services axés sur les citoyens (ISAC).</li> <li>2. Étudier les options relatives à une recherche ou à la communication de renseignements et à une plateforme de collaboration. Nous avons besoin d'un répertoire pour stocker et communiquer les documents de recherche et les renseignements.</li> <li>3. Proposition pour la surveillance des médias : des mises à jour quotidiennes sur la gestion de l'information, la TI et les nouveautés liées aux services, tirées des journaux nationaux et locaux, des télénouvelles, de la télévision, de la radio, des revues spécialisées et des bases de données des sociétés – (6 600 \$ par année).</li> </ol> <p><b><u>Discussion :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chris Bookless demande si l'intention est que le site soit ouvert au public ou qu'il soit limité seulement à un certain nombre de personnes. Guy Gordon répond que l'intention est que ce site soit public; cependant, l'établissement de la bonne plateforme pour communiquer ces renseignements publiquement peut prendre du temps, puisque certaines personnes ou administrations ne seraient pas à l'aise avec une communication des renseignements à grande échelle. Richard Dalpé mentionne que 90 % des données ou renseignements sont des renseignements publics; l'intention est de centraliser les renseignements dans un répertoire afin d'y accéder facilement.</li> <li>• Jacques Paquette mentionne qu'en ce qui concerne la communication des renseignements au public, dans le cas de Service Canada, elle doit subir différents processus et différentes approbations. L'objectif principal est que ces renseignements soient accessibles aux membres des Conseils mixtes, puis nous examinerons si nous communiquons ces renseignements à plus grande échelle lorsque cet objectif sera réalisé. En ce qui concerne la surveillance des médias, les Conseils mixtes sont-ils d'accord pour dépenser un montant supplémentaire de 6 000 \$ en plus des 70 000 \$ demandés?</li> <li>• Linda Maljan mentionne que, en ce qui concerne la surveillance des médias, il y aurait beaucoup d'efforts et de temps à consacrer dans cette tâche et elle demande si ce travail sera fait par l'ISAC ou si l'on doit embaucher</li> </ul>	<p><b><u>Mesure de décision no 5 :</u></b></p> <p>Les membres des Conseils mixtes approuvent la demande de financement du Comité de recherche liée à l'embauche aux fins d'un soutien à la gestion de la recherche. Tous les membres sont en faveur de la demande de financement jusqu'à 70 000 \$. Ce montant sera payé par le CPSSP et le CDPISP en montants égaux.</p> <p><b><u>Mesure de décision no 6 :</u></b></p> <p>Les membres du Comité de recherche doivent tirer parti du site Web de l'ISAC afin d'établir une recherche ou l'échange d'information et une plateforme de collaboration.</p> <p><b><u>Mesure de décision no 7 :</u></b></p> <p>Les membres approuvent les dépenses supplémentaires de 6 000 \$ pour la surveillance des médias fournie par InfoMart pour une période d'un an. Ce montant sera payé par les Conseils en montants égaux.</p> <p>Les membres approuvent, en principe, d'inclure la surveillance des médias sociaux en attendant la confirmation des coûts supplémentaires par le Comité de recherche.</p> <p><b><u>Mesure de suivi no 5 :</u></b></p> <p>Les coprésidents du Comité de recherche fourniront un rapport d'étape sur les éléments suivants</p>
---	---

	<p>une autre personne pour faire ce travail.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Natasha Clarke demande si les médias sociaux (Twitter) sont inclus dans l'offre d'InfoMart. Richard Dalpé répond que, pour ce qui est des médias sociaux, il y a des frais supplémentaires.</li> <li>Linda Maljan demande s'il est possible de tester l'offre pendant un mois et elle s'informe des coûts? Guy Gordon répond que le fournisseur (InfoMart) a offert une période d'essai.</li> <li>Jacques Paquette demande s'il y a un nombre limité de personnes qui reçoivent un flux quotidien d'information. Richard Dalpé répond qu'il y a une limite quant au nombre de personnes qui recevront des courriels quotidiennement. En ce qui concerne cette offre en particulier, nous visons les membres des Conseils mixtes. Nous prévoyons que de 60 à 100 personnes feront partie de cette offre. Richard Dalpé offre de reprendre contact avec InfoMart et d'obtenir d'autres renseignements.</li> <li>Natasha Clarke demande aux membres de confirmer leur accord concernant la demande de financement du Comité de recherche liée au montant demandé de 70 000 \$ et les coûts supplémentaires pour la surveillance des médias.</li> </ul> <p><b><u>Soutien pour l'énoncé des travaux</u></b>  Les membres des Conseils mixtes approuvent la demande de financement du Comité de recherche liée à l'embauche aux fins d'un soutien à la gestion de la recherche. Tous les membres sont en faveur de la demande de financement jusqu'à 70 000 \$. Ce montant sera payé par le CPSSP et le CDPISP en montants égaux.</p> <p><b><u>Soutien à la Plateforme d'échange de recherche</u></b>  Les membres sont d'accord avec la recommandation de tirer parti du site Web de l'ISAC afin d'établir une recherche ou l'échange d'information et une plateforme de collaboration.</p> <p><b><u>Soutien à l'outil de surveillance des médias – InfoMart</u></b>  Les membres approuvent les dépenses supplémentaires de 6 600 \$ pour la surveillance des médias fournie par InfoMart pour une période d'un an. Ce montant sera payé par les Conseils en montants égaux.</p> <p>Les membres approuvent, en principe, d'inclure la surveillance des médias sociaux en attendant la confirmation des coûts supplémentaires par le Comité de recherche. (<b>NOTA</b> : Au cours de la réunion du CPSSP et du CDPISP du 23 février, une dépense supplémentaire de 6 000 \$ a été approuvée afin d'inclure la surveillance des médias sociaux pour un total de 12 500 \$ payé en part égale par les deux Conseils.)</p> <p>Il est noté que le financement pour la surveillance des médias a été approuvé sur le fondement qu'il s'agirait d'un produit approprié pour la recherche et que l'on encouragerait les membres à fournir une rétroaction sur la convivialité du produit.</p>	<p>aux Conseils mixtes au cours d'une prochaine téléconférence :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Embauche aux fins d'un soutien à la gestion de la recherche</li> <li>2. Plateforme d'échange de recherche</li> <li>3. Proposition pour la surveillance des médias</li> </ol>
9.	<p><b><u>Autres affaires</u></b></p> <p><b>A) Gagnant du Prix de leadership Ralph Heintzman 2016</b></p>	

<p>Nancy MacLellan, présidente du conseil d'administration de l'ISAC, annonce le gagnant du Prix de leadership Ralph Heintzman 2016. Elle indique qu'il y aura une présentation officielle à la prochaine réunion de février, puisque le gagnant n'était pas en mesure de recevoir son prix à la présente réunion. Le prix est offert annuellement à une personne qui a fait preuve d'un leadership exceptionnel, supérieur et soutenu dans le secteur public. Nous avons reçu des mises en candidature de partout au pays et de tous les paliers de gouvernement. Le gagnant de cette année est Frank D'Onofrio de l'Ontario. Frank était membre du CPSSP et il a eu une brillante carrière au sein du gouvernement de l'Ontario.</p> <p><b>B) Mesures de suivi des réunions précédentes des Conseils mixtes (onglet 8A)</b></p> <p>Natasha Clarke informe le groupe que la plupart des mesures de suivi des Conseils mixtes seront achevées au cours de la présente réunion, à l'exception de quelques éléments liés aux travaux du groupe de travail sur le Cadre.</p> <p><b>C) Prochaine réunion en personne des Conseils mixtes prévue le 4 octobre 2017 à Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard</b></p> <p>Jacques Paquette informe le groupe que la prochaine réunion en personne des Conseils mixtes aura lieu à Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard, le 4 octobre 2017.</p> <p>Bette-Jo Hughes et John Messina annoncent qu'ils prendront leur retraite ce printemps. Jacques Paquette et Natasha Clarke les remercient pour le travail et leur soutien à titre de coprésidents et membres du CDPISP. Les coprésidents CPSSP, au nom de tous les membres, expriment leurs meilleurs vœux à Bette-Jo Hughes et John Messina pour leur retraite imminente.</p> <p>Les coprésidents remercient les membres et les observateurs de leur participation à la réunion.</p>	
<p>La séance est levée à 16 h 30, HNE.</p>	